



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU 15 MARS 2022

L'an deux mille vingt-deux, le quinze du mois de mars à 19 heures, le Conseil Municipal de la commune de Camphin en Pévèle, convoqué le 11 mars 2022, s'est réuni dans le lieu ordinaire des séances, sous la présidence de Monsieur Olivier VERCROY, Maire.

NOMBRE DE  
MEMBRES

En exercice : 19

Présents : 16

Votants : 16

Etaient présents : Mesdames COQUET Christine, COULON Chantal, ELOIRE Aurélie, FIEVET Béatrice, GUILLAUD Patricia, MASSELOT Catherine, PARENT Monique, PAUL Christine, THIEFFRY Martine  
Messieurs DELBERGHE Paul-Edward, DELEVOYE Didier, GUSTIN Jacques, LEFEBVRE Francis, LEPERS Jean-Marie, LEROY Bertrand, VERCROY Olivier

Absents excusés : BONNEL Amaury, LEMAIRE Aurélien

Absent : MARCHAND Laurent

Madame Christine PAUL est nommée secrétaire de séance

N° : 2022-12

PROCEDURE DE MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) PAR LA COMMUNAUTE  
DE COMMUNES PEVELE CAREMBAUT (CCPC)

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal,

A la date du transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme (PLU) à la Communauté de Communes Pévèle Carembault (CCPC) au 1<sup>er</sup> juillet 2021, une procédure de modification du PLU engagé par la commune est en cours.

La loi prévoit, dans ce cas, que la Communauté de Communes Pévèle Carembault, une fois compétente, peut achever, si elle le souhaite, la procédure engagée par la commune membre avant la date du transfert de compétence. La CCPC doit néanmoins obtenir au préalable l'accord de la commune concernée. Cet accord relève d'une délibération du Conseil Municipal.

L'article L.153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit en effet que :

*« I – L'établissement public de coopération intercommunale (...) peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence. Lorsque la procédure a été engagée par une commune, l'accord de celle-ci est requis. L'établissement public de coopération intercommunale se substitue de plein droit à la commune ou à l'ancien établissement public de coopération intercommunale dans tous les actes et délibérations*

*afférents à la procédure engagée avant la date de sa création, de sa fusion, de la modification de son périmètre ou du transfert de la compétence ».*

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité décide :

- ✓ DE DONNER son accord à la CCPC pour la poursuite de la procédure de modification du PLU engagée par la commune avant le transfert de compétence.
- ✓ D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer les documents nécessaires au transfert du marché public de prestation intellectuelle passé avec VERDI Ingénierie.

Pour extrait certifié conforme  
Délibération signée le 25 mars 2022

Le Maire,

Olivier VERCRUYSE

